

Vu l'avis du Conseil consultatif pour la promotion des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime du 24 avril 1996;

Vu l'accord de l'Inspection des Finances, donné le 3 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre flamand des Finances, donné le 23 juillet 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'adapter sans délai les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion « Pêche maritime et aquaculture » afin d'assurer la continuité et l'efficacité de la promotion des produits de ce secteur et de leurs débouchés;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1er de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 1994 fixant les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion « Pêche maritime et aquaculture », tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Les cotisations annuelles obligatoires destinées à la promotion des produits du groupe de travail permanent « pêche maritime et aquaculture » et de leurs débouchés sont fixées comme suit :

1° Tous ceux autorisés par le Ministère de la Santé publique à transformer et/ou traiter les produits frais de la pêche maritime et de l'aquaculture et tous les grossistes en produits frais de la pêche maritime et de l'aquaculture, paient 12 500 francs.

2° Tous ceux qui vendent au consommateur des produits de la pêche maritime et de l'aquaculture paient 4 500 francs par point de vente.

3° Tous les pisciculteurs paient 25 centimes par kilo d'aliment pour poisson acheté.

4° Tous les armateurs paient une cotisation en fonction du tonnage brut de leurs bâtiments, à savoir :

– jusqu' à 50 tonnes incluses : 3 000 francs;

– de 51 à 200 tonnes incluses : 5 750 francs;

– plus de 200 tonnes : 9 000 francs. »

Art. 2. Le Ministre flamand qui a la politique de promotion de l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 24 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

N. 96 — 2235

[S - C - 29326]

25 JUILLET 1996. — Décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux fonds budgétaires

Article 1^{er}. Le décret organique du 21 décembre 1992 créant les fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française, tel que modifié par les décrets des 27 décembre 1993, 22 décembre 1994 et 20 décembre 1995, est complété par une annexe IVter : crédits variables relatifs aux fonds budgétaires du ministère de la Culture et des Affaires sociales figurant dans le budget des Dépenses de 1996 et liste des crédits variables succédant, en 1997, à chacun d'eux, jointe au présent décret.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 2. Au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

« 1° à l'article 5, § 4, 4, les mots « 1996 » sont remplacés par les mots « 1997 »;

2° à l'article 8, § 3, b), les mots « 1996 » sont remplacés par les mots « 1997 »;

3° à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 5 juillet 1993, les mots « et 1996 » sont deux fois remplacés par les mots « 1996 et 1997 ».

(1) Session 1995-1996.

Documents du Conseil. — Projet de décret : 96, n° 1. — Avis des commissions : 96, n°s 2 à 4. — Rapport : 96, n° 5. — Amendements : 96, n°s 6 à 39. — Avis du Conseil d'Etat : 96, n° 40.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 16 et 19 juillet 1996. — Adoption. Séance du 25 juillet 1996.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement

PARTIE 1^{re}. — Dispositions généralesSection 1^{re}. — Modifications de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 3. A l'article 4^{ter} de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par le décret du 10 avril 1995, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° A l'alinéa 1^{er}, 5°, le mot « formation » est remplacé par le mot « initiation »;
- 2° A l'alinéa 3, 6°, les mots « ou au cours de français » sont ajoutés après les mots « au cours de mathématique »;
- 3° A l'alinéa 3, 7°, les mots « activité d'éducation scientifique » sont remplacés par les mots « initiation scientifique »;
- 4° Les alinéas 4 et 5 du § 1^{er} sont remplacés par la disposition suivante :
« Les conseils de classe peuvent imposer aux élèves qui connaissent des difficultés dans l'acquisition des socles de compétences constituant le niveau requis des études :
a) le remplacement de tout ou partie des activités au choix par des activités spécifiques de soutien;
b) la fréquentation en dehors de l'horaire prévu aux alinéas 1^{er} et 3 de deux périodes supplémentaires de remédiation.

Sous réserve de conserver sur le degré l'équilibre global de la formation, l'horaire hebdomadaire peut être adapté afin de permettre la réalisation de projets interdisciplinaires. »

5° Le § 2, alinéa 2, est complété par la phrase suivante :

« L'élève dispensé, en application de l'article 12 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, du cours de langue moderne I n'est pas tenu de suivre une autre option de base s'il suit un cours de sciences comportant au moins 4 périodes. »

Art. 4. Un article 7^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi, modifiée par la loi du 31 juillet 1975 et par les décrets des 19 juillet 1991, 29 juillet 1992, 19 juillet 1993, 27 octobre 1994, 10 avril 1995 et 2 avril 1996 :

« Article 7^{ter}. Dans les deux premières années de l'enseignement secondaire de type II, l'horaire comprend une formation commune portant sur :

- 1° le français à raison de 5 périodes hebdomadaires;
- 2° la formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique à raison de 4 périodes hebdomadaires;
- 3° l'apprentissage d'une langue moderne, conformément à l'article 4^{bis}, § 2;
- 4° la formation mathématique à raison de 4 périodes hebdomadaires;
- 5° l'initiation scientifique à raison de 2 périodes hebdomadaires;
- 6° l'éducation physique à raison de 3 périodes hebdomadaires.

L'horaire comprend également au moins 4 périodes hebdomadaires et au plus 8 périodes hebdomadaires d'activités au choix. Lorsque l'élève suit en deuxième année une ou plusieurs activités au choix de caractère technique pour un volume horaire de 6 périodes hebdomadaires, le maximum est porté à 10 périodes hebdomadaires.

Les activités au choix sont organisées selon les modalités suivantes :

- 1° les activités au choix ne constituent en aucun cas un pré-requis pour quelque option que ce soit en troisième année;
- 2° les activités au choix de l'établissement comprennent obligatoirement au minimum sur le degré l'équivalent d'une période hebdomadaire par an d'éducation artistique et d'une période hebdomadaire par an d'éducation par la technologie, chaque composante figurant à l'horaire de chacune des deux années;
- 3° chaque activité au choix comporte de 1 à 4 périodes hebdomadaires; toutefois, dans la deuxième année, les activités musicales et les activités techniques peuvent comporter six périodes hebdomadaires;
- 4° toute activité au choix comportant plus de 2 périodes hebdomadaires est soumise à la procédure de programmation visée aux articles 24 et 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- 5° les établissements peuvent conclure des conventions avec un ou plusieurs établissements à spécificité technique ou artistique pour assurer ces activités dans les meilleures conditions;
- 6° les activités au choix visent des disciplines autres que celles qui sont prévues à l'alinéa 1^{er}; toutefois, au cours du premier degré, l'équivalent d'une période hebdomadaire supplémentaire pendant un an peut être affecté au cours de mathématique ou au cours de français; cette période est incluse dans le volume horaire réservé aux activités au choix;
- 7° l'initiation scientifique et les activités sportives ne sont pas visées par le littéra 6°.

Les conseils de classe peuvent imposer aux élèves qui connaissent des difficultés dans l'acquisition des socles de compétences constituant le niveau requis des études :

- a) le remplacement de tout ou partie des activités au choix par des activités spécifiques de soutien;
- b) la fréquentation en dehors de l'horaire prévu aux alinéas 1^{er} et 3 de deux périodes supplémentaires de remédiation.

Sous réserve de conserver sur le degré l'équilibre global de la formation, l'horaire hebdomadaire peut être adapté afin de permettre la réalisation de projets interdisciplinaires. »

Section 2. — Modifications du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 5. L'article 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice remplacé par le décret du 5 août 1995 et complété par le décret du 2 avril 1996, est complété par un 17^o rédigé comme suit :

« 17^o 350, pour un établissement n'organisant que les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire technique et/ou professionnel ainsi que le quatrième degré de l'enseignement professionnel. »

Art. 6. L'article 5*quater*, § 1^{er}, du même décret, introduit par le décret du 5 août 1995 et modifié par le décret du 2 avril 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Les restructurations peuvent s'opérer sur le mode de la fusion, telle que décrite à l'article 5*ter*, § 2, 1^o, ou sur le mode de la fusion par absorption, telle que décrite à l'article 5*ter*, § 2, 2^o. »

Art. 7. L'article 11, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, est complété par les mots suivants :

« et dans les deux premières années de l'enseignement secondaire de type II ».

Art. 8. A l'article 19 du même décret, modifié par les décrets du 5 août 1995 et du 2 avril 1996, sont apportées les modifications suivantes :

« 1^o Les §§ 3 et 4 deviennent respectivement les §§ 4 et 5;

2^o Un nouveau § 3, rédigé comme suit, est inséré dans l'article :

« § 3. Par dérogation au § 2, sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 5*quater*, le Gouvernement peut déroger aux dispositions du § 1^{er} en matière d'option, d'année ou de degré, en faveur des établissements repris dans la liste des établissements fixée par le Gouvernement conformément à l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'absence d'avis du Conseil dans un délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. »

Art. 9. A l'article 20, § 1^{er}, du même décret, modifié par les décrets des 21 décembre 1992 et 2 avril 1996, sont apportées les modifications suivantes :

« 1^o A l'alinéa 4, les mots « alinéas 3 et 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 2 et 3 »;

2^o L'article est complété par l'alinéa suivant :

« Aucun transfert n'est autorisé en provenance du nombre intermédiaire de périodes professeurs destinées aux cours relevant de l'enseignement clinique. »

Section 3. — Modifications au décret du 6 juin 1994
fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné -

Art. 10. L'article 4, 3^o, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, est complété par les mots « et à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ».

Art. 11. L'article 24, § 9, alinéa 2, du même décret est abrogé.

Art. 12. A l'article 27*bis*, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 10 avril 1995, les mots « du présent chapitre » sont remplacés par les mots « de la présente section ».

Art. 13. A l'article 30 du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

« 1^o le 10^o est abrogé;

2^o les 11^o, 12^o et 13^o deviennent respectivement les 10^o, 11^o et 12^o;

3^o à l'alinéa 2, les mots « alinéa 1^{er}, 13^o, » sont remplacés par les mots : « alinéa 1^{er}, 12^o »;

4^o à l'alinéa 3, les mots « alinéa 1^{er}, 12^o » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 11^o »;

5^o l'article est complété par l'alinéa suivant : « le membre du personnel nommé à titre définitif dans un emploi doit l'occuper en fonction principale. »

Art. 14. A l'article 31 du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

« 1^o à l'alinéa 7, les mots « avec effet au 1^{er} octobre, » sont supprimés et les mots « lors de la première réunion » sont remplacés par les mots « au plus tard lors de la seconde réunion »;

2^o l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 7 et 8 :

« Les nominations définitives visées à l'alinéa 7 prennent effet le premier jour du mois qui suit la réunion du pouvoir organisateur au cours de laquelle les nominations ont eu lieu. »;

3^o l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales. »

Art. 15. A l'article 33 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

« 1^o les mots « de la même fonction ou » sont insérés entre le mot « vacant » et le mot « d'une » et les mots « cette autre fonction » sont remplacés par les mots « cette fonction »;

2^o l'article est complété par l'alinéa suivant : « L'alinéa 2 n'est pas applicable à l'enseignement préscolaire et primaire. »

Art. 16. A l'article 34, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « au sein d'une même catégorie » sont insérés entre les mots « en fonction principale, » et les mots « et pour autant ».

Art. 17. A l'article 40 du même décret, modifié par le décret du 10 avril 1995, l'alinéa suivant est ajouté : « par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3^o, dans les enseignements de promotion sociale et artistique à horaire réduit, la condition requise est limitée à l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement organisé par le même Pouvoir organisateur ».

Art. 18. Dans l'article 49 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« avoir acquis à titre définitif une ancienneté de service de six ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 »;

2^o l'alinéa suivant est ajouté :

« par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, dans les enseignements de promotion sociale et artistique à horaire réduit, la condition requise est limitée à l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement organisé par le même Pouvoir organisateur ».

**Section 4. — Modification au décret du 1^{er} février 1993
fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné**

Art. 19. A l'article 41^{quinqües} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, inséré par le décret du 10 avril 1995, sont ajoutés un § 3 et § 4 rédigés comme suit :

« § 3. En cas de fusion ou de restructuration d'établissements, le membre du personnel engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives aux mises en disponibilité et réaffectations, se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a repris, est immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

§ 4. En cas de fusion ou de restructuration d'établissements, le membre du personnel engagé à titre définitif qui, en vertu des dispositions relatives à la mise en disponibilité et à la remise au travail, se voit attribuer un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a repris, peut, s'il en fait la demande, être immédiatement engagé à titre définitif dans cet emploi, quelle que soit la date. »

**Section 5. — Modifications à l'arrêté royal n° 67 du 20 juillet 1982
fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel paramédical et les fonctions du personnel social
dans les établissements d'enseignement spécial à l'exception des internats ou semi-internats**

Art. 20. L'intitulé de l'arrêté royal n° 67 du 20 juillet 1982 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel paramédical et les fonctions du personnel social dans les établissements d'enseignement spécial, à l'exception des internats ou semi-internats est remplacé par l'intitulé suivant : « Arrêté royal n° 67 fixant la façon de déterminer les fonctions du personnel paramédical, les fonctions du personnel social et les fonctions du personnel psychologique dans les établissements de l'enseignement spécial, à l'exception des internats ou semi-internats ».

Art. 21. A l'article 1^{er} du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« 1° Le § 1^{er} est complété par les mots « la catégorie du personnel psychologique comprend la fonction de psychologue »;

2° Dans le § 2, les mots « et du personnel social » sont remplacés par les mots « du personnel social et du personnel psychologique. »

Art. 22. A l'article 3, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « et du personnel social » sont remplacés par les mots « du personnel social et du personnel psychologique ».

Section 6. — Dispositions diverses

Art. 23. A partir de l'année civile 1996, l'allocation de fin d'année due en vertu de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, sera payée dans le courant du mois de janvier de l'année civile suivante.

L'alinéa 1^{er}, s'applique aux membres du personnel visés par :

1° l'article 79 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957;

2° la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

3° la loi du 1^{er} avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

4° la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

5° la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

6° la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat;

7° la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 24. L'article 21, § 3, de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, inséré par l'arrêté royal n° 295 du 31 mars 1984, est complété par les mots suivants : « au sein du pouvoir organisateur ou à défaut au sein du Centre d'enseignement secondaire ou remis au travail dans un établissement d'enseignement au sein du pouvoir organisateur. »

Art. 25. Les Centres de formation, les Centres techniques et les Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française visés à l'article 83 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, modifié par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992 et 27 décembre 1993, remboursent le traitement des chargés de missions qui leur sont affectés. Le montant du remboursement est inscrit en dépenses dans les comptes des services concernés et en recettes générales au budget des Voies et Moyens.

Art. 26. L'alinéa 2, de l'article 12 du décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement fixe le montant de ce droit qui ne peut être supérieur à :

— 3 000 francs pour les élèves âgés de moins de 18 ans au moment de l'inscription;

— 6 000 francs pour les élèves âgés de 18 ans et plus au moment de l'inscription. »

Section 7. — Dispositions transitoires

Art. 27. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par les décrets des 21 décembre 1992 et 10 avril 1995, les mots « 30 juin 1996 » sont remplacés par les mots « 30 juin 1997 ».

Art. 28. En dérogation aux dispositions de l'article 9 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, les expériences, les projets et les budgets des zones d'éducation prioritaires sont prolongés jusqu'au 31 août 1997.

Art. 29. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire et hors enseignement supérieur organisé dans les Hautes Ecoles, est fixé pour l'année scolaire 1996-1997 au montant accordé pour l'année scolaire 1995-1996, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, les bâtiments de la Communauté, la dette des organismes paracommunautaires et l'enseignement, augmenté de 1,5 p.c.

Par dérogation à l'article 52, c) et d), de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 1996-1997, au montant accordé pour l'année scolaire 1995-1996, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 précité, augmenté de 1,5 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française, autres qu'universitaires et autres qu'enseignement supérieur organisé dans les Hautes Ecoles, sont augmentés de 1,5 p.c.

Le nombre de 1,5 p.c. prévu aux alinéas 1^{er} et 3 est porté à 2 p.c. pour l'enseignement préscolaire et primaire.

Art. 30. Dans l'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, modifié par les décrets du 9 novembre 1990 et 20 décembre 1995, les termes « ... à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997... » sont remplacés par « ... à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998... ».

PARTIE 2. — Dispositions relatives à l'enseignement de promotion sociale

Art. 31. L'article 83 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 83. § 1^{er}. Du 1^{er} septembre 1988 au 31 décembre 1996, les périodes appartiennent à l'une des catégories suivantes :

a) la catégorie A comprend les périodes d'enseignement secondaire technique supérieur dans l'enseignement secondaire technique supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2, d'enseignement secondaire supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de l'enseignement supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2;

b) les autres périodes appartiennent à la catégorie B.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 1997, les périodes appartiennent à l'une des catégories suivantes :

a) la catégorie A comprend les périodes d'enseignement secondaire technique supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 et d'enseignement secondaire supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

b) la catégorie B comprend les périodes d'enseignement secondaire professionnel supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 et d'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

c) la catégorie C comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale de régime 1 et de régime 2;

d) la catégorie D comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale de régime 1.

§ 3. Par dérogation au § 2 :

A. jusqu'au dernier jour de la septième année civile de son fonctionnement, en ce compris l'année de sa création, les périodes professeurs utilisées par un établissement créé en application de l'article 107, tel que modifié par le décret du 5 avril 1993, dans des unités de formation classées au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1 sont considérées comme des périodes de catégorie A.

Dès la sixième année de son fonctionnement, en ce compris l'année de sa création, les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1 sont considérées, pour les ajustements de la dotation de périodes visées à l'article 87, comme des périodes de la catégorie C visée à l'article 83;

B. lorsque des pouvoirs organisateurs sont tenus, suite à l'approbation par le Gouvernement, sur avis conforme de la Commission de concertation, de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 63, de transformer progressivement les structures existantes concernées conformément à l'article 129 ou à l'article 137 :

a) durant la première organisation des sections susvisées par les pouvoirs organisateurs visés ci-dessus, les périodes d'enseignement sont considérées comme appartenant à la catégorie de périodes à laquelle elles appartenaient dans l'ancienne structure;

b) dès la fin de l'année civile correspondant à la fin de la période de transformation progressive, les périodes d'enseignement utilisées, dans les sections concernées, au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1, sont converties en périodes de catégories D. »

Art. 32. L'article 90 du décret précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 90. Un pouvoir organisateur peut, parmi des périodes disponibles, transformer des périodes d'une catégorie visée à l'article 83 en périodes d'une des autres catégories visées au même article, dans le respect des règles de transformation reprises ci-dessous :

a) une période de catégorie A est équivalente à une période et un quart de la catégorie B;

b) une période de catégorie C est équivalente à une période et un demi de la catégorie B;

c) une période de catégorie D est équivalente à une période et huit dixièmes de la catégorie B. »

Art. 33. Entre les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 45 du décret du 16 avril 1991 est inséré un alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les sections :

1° organisées en vue de la délivrance de titres relatifs à des professions faisant l'objet d'une réglementation particulière sont sanctionnées par des titres conformes auxdites réglementations. Dans ce cas, le titre fera référence à la réglementation particulière en vigueur;

2° de moins de 750 périodes, à l'exception des sections visées au primo seront sanctionnées par des certificats. Dans ce cas, la section doit être soumise, pour avis conforme, à la Commission de concertation conformément à l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections. »

PARTIE 3. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur non universitaire

Art. 34. Les articles 1^{er} à 4 du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur sont remplacés par les articles suivants :

« Article 1^{er}. En 1996-1997, pour l'application des normes d'encadrement et la détermination du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type long, pour la fixation du nombre de périodes admissibles et pour la fixation du nombre d'emplois dans les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif dans l'enseignement supérieur de type court, le nombre d'étudiants subsidiables pris en considération est le résultat de l'addition du nombre d'étudiants subsidiables au 1^{er} février 1994, au 1^{er} février 1995 et au 1^{er} février 1996, divisé par trois.

Article 2. Pour l'année 1996-1997, le coefficient dont question à l'article 14, § 5, de la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long, telle qu'elle a été modifiée et à l'article 8, § 4, de la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'architecture telle qu'elle a été modifiée, est fixé à 85 pour toutes les institutions de l'enseignement supérieur de type long.

Article 3. Pour l'année 1996-1997, le coefficient dont question à l'article 5 de l'arrêté royal n° 79 du 20 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat, est fixé à 74,5 pour tous les établissements de l'enseignement supérieur de type court.

Article 4. Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 3, les établissements d'enseignement supérieur de type court dont la population a augmenté d'au moins 2 p.c. entre le 1^{er} février 1995 et le 1^{er} février 1996 peuvent organiser le même nombre de périodes admissibles que celui qui leur a été attribué en 1995-1996, si les modalités définies aux articles 1^{er} et 3 conduisent, en 1996-1997, à une diminution du nombre de périodes admissibles par rapport à celui qui leur a été attribué en 1995-1996.

Par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 2, les établissements d'enseignement supérieur de type long dont la population a augmenté d'au moins 2 p.c. entre le 1^{er} février 1995 et le 1^{er} février 1996, peuvent bénéficier du même nombre d'unités d'encadrement que celui qui leur a été attribué en 1995-1996, si les modalités définies aux articles 1^{er} et 2 conduisent, en 1996-1997, à une diminution du nombre d'unités d'encadrement par rapport à celui qui leur a été attribué en 1995-1996. »

Art. 35. Le présent article s'applique à tout membre du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, nommé définitivement dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou à horaire réduit et désigné provisoirement pour tout ou partie de ses prestations définitives dans l'enseignement supérieur non-universitaire en l'application de l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le traitement ou la subvention-traitement dont le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} bénéficie, conformément à l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 précité augmenté, le cas échéant, de l'allocation visée à ce même article, est imputé sur l'allocation annuelle globale de la ou des Hautes Ecoles auprès de laquelle ou desquelles le membre du personnel est désigné provisoirement.

L'imputation visée à l'alinéa 2 se fait au prorata des prestations que le membre du personnel effectue au profit des Hautes Ecoles.

Art. 36. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française fixe la date et les conditions auxquelles peuvent être nommés à titre définitif en fonction principale les membres du personnel qui occupent un emploi de directeur ou de directeur adjoint dans l'enseignement supérieur de type long de la Communauté française.

§ 2. Pour fixer les conditions de nomination visées au § 1^{er}, le Gouvernement de la Communauté française peut déroger, à titre exceptionnel :

— aux articles 1^{er}, 4 et 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat;

— aux dispositions du chapitre 5 de la loi du 7 juillet 1970 telle que modifiée par la loi du 18 février 1977.

PARTIE 4. — Dispositions relatives à l'enseignement universitaire

Section 1^{re} — Conditions d'accès aux études universitaires et aux jurys de la Communauté

Art. 37. A l'article 14 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, est inséré un nouveau paragraphe 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Ont seuls accès aux études qui conduisent à l'obtention du grade académique de diplômé d'études spécialisées en médecine générale ou d'un des grades académiques de diplômé d'études spécialisées en médecine spécialisée, les étudiants qui ont le grade académique de docteur en médecine et qui ont obtenu à l'issue du premier cycle une attestation faisant état de l'avis favorable d'une commission constituée à cette fin dans chacune des institutions universitaires organisant des études dans le domaine des sciences médicales.

Un décret, pris après consultation par le Gouvernement des recteurs des institutions universitaires concernées, définit les principes généraux régissant la composition et le fonctionnement des commissions ainsi que les critères motivant l'avis favorable visé à l'alinéa précédent. Ces principes tiendront notamment compte de la loi du 29 avril 1996 portant dispositions sociales.

Le Gouvernement fixe la composition des commissions sur proposition de chacune des institutions concernées. Celles-ci arrêtent leurs modalités particulières de fonctionnement.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle avant l'année académique 2000-2001. »

Art. 38. A l'article 11 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, un § 6 rédigé comme suit est ajouté :

« Lorsque, en application des §§ 1^{er} à 3 et 5, les conditions fixées par les autorités universitaires consistent en une formation qui est équivalente à une année d'études, cette année de formation est considérée comme la dernière année d'un premier cycle. »

Art. 39. A l'article 16 du même décret, partiellement annulé par l'arrêt n° 11/96 de la Cour d'arbitrage, sont apportées les modifications suivantes :

« 1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, par décision motivée, les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet d'une mesure d'exclusion pour raisons disciplinaires d'une institution d'enseignement supérieur, universitaire ou non universitaire, l'étudiant ayant été appelé ou entendu;

2° à partir de l'année académique 1996-1997, lorsque cet étudiant est visé à l'article 27, §§ 4 ou 7, 1° à 6°, 8° et 9°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires; à partir de l'année académique 1997-1998, lorsque cet étudiant est visé à l'article 27, § 7, 7°, de la même loi;

3° lorsque l'étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française. »

2° l'alinéa suivant est ajouté :

« Sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans les conditions qu'il détermine, nul ne peut être inscrit aux études conduisant aux grades académiques prévus à l'article 6, §§ 1^{er} à 3, s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française. Cette preuve peut être apportée :

a) soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par une ou par plusieurs institutions universitaires, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF;

b) soit par l'attestation de succès à l'un des examens d'admission prévus à l'article 10, § 1^{er}, e), et à l'article 10, § 2;

c) soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est la langue française;

d) soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle d'un diplôme repris sous c); le Gouvernement fixe la liste des diplômes ainsi assimilés. »

Art. 40. A l'article 60 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les cinquième et sixième alinéas sont abrogés.

Art. 41. A l'article 32, alinéa 2, du même décret, les mots « détermine sous réserve des articles 10, 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 23 » sont remplacés par les mots « détermine, sous réserve des articles 10, 11 et 23 ».

Section 2. — Grades académiques

Art. 42. A l'article 19, alinéa 3, du même décret, les mots « licencié en psychologie » sont remplacés par les mots « licencié en sciences psychologiques ».

Au 5^e alinéa du même article, les mots « maître en sciences économiques appliquées, ingénieur commercial » sont remplacés par les mots « maître en sciences de gestion, ingénieur de gestion ».

Art. 43. A l'article 23, premier alinéa, c), du même décret, les mots « licencié en psychologie » sont remplacés par les mots « licencié en sciences psychologiques ».

Art. 44. A l'article 30 du même décret, le mot « minimales » est remplacé par le mot « suffisantes ».

Section 3. — Personnel des institutions universitaires

Art. 45. L'article 18, § 1^{er}, 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, remplacée par le décret du 10 avril 1995, est remplacée par la disposition suivante :

« 1^{er} nomme les membres du personnel scientifique définitif sur avis des organes compétents qu'il désigne; pour la nomination du bibliothécaire en chef, le conseil académique doit être entendu. »

Art. 46. A l'article 18, § 1^{er}, 3^e, de la même loi, remplacée par le décret du 10 avril 1995, les mots « de grade inférieur à celui de chef de bureau » sont supprimés.

Art. 47. § 1^{er}. A la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, il est ajouté un article 23^{ter} rédigé comme suit :

« Article 23^{ter}. Préalablement à toute nomination de professeur, le ou les organes désignés par le conseil d'administration émettent un avis motivé.

Le conseil d'administration établit la liste des charges pour lesquelles l'avis de plusieurs organes est requis. Il désigne ces organes et fixe l'ordre dans lequel ils sont consultés.

Les avis précités sont transmis au conseil d'administration qui prend ensuite une décision motivée fondée notamment sur la comparaison des titres respectifs des candidats. Il peut, avant de prendre sa décision, procéder à la consultation prévue à l'article 23, troisième alinéa.

Cette consultation est obligatoire dans les cas visés à l'article 23, quatrième alinéa. »

§ 2. A l'article 24, 1^{er} alinéa, de la même loi, les mots « les professeurs » sont insérés entre les mots « les professeurs extraordinaires » et les mots « et les chargés de cours ».

§ 3. L'article 25 de la même loi est abrogé.

Art. 48. § 1^{er}. A l'article 24^{bis}, 1^{er} alinéa, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les mots « de chargé de cours associé » sont remplacés par les mots « de professeur associé ou de chargé de cours associé ».

§ 2. A l'article 24^{ter} de la même loi, les mots « Les chargés de cours associés » sont remplacés par les mots « Les professeurs associés et les chargés de cours associés ».

§ 3. L'article 26 de la même loi est abrogé.

Section 4. — Dispositions relatives au financement

Art. 49. A l'article 27, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par la loi du 5 janvier 1976, modifié par l'arrêté royal n° 81 du 31 juillet 1982 et l'arrêté royal n° 171 du 30 décembre 1982, les mots « pour les étudiants de nationalité étrangère » des 1^{er} et 2^e alinéas sont remplacés par les mots « pour les étudiants ressortissant d'un Etat tiers à l'Union européenne ».

Art. 50. § 1^{er}. L'article 27, § 7, de la même loi, inséré par la loi du 21 juin 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Outre les étudiants visés au § 4, ne sont pas pris en compte pour le financement à partir de l'année budgétaire 1998 :

1° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits deux fois dans une même année d'études, quel que soit le domaine, dans l'enseignement universitaire subventionné ou organisé par la Communauté française, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

2° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études, quel que soit le domaine ou la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française, sans l'avoir réussie, s'y inscrivent dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

3° les étudiants qui, après avoir été régulièrement inscrits trois fois dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, sans l'avoir réussie, s'inscrivent dans l'enseignement universitaire dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec;

4° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à un grade de premier ou de deuxième cycle, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et 18, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2, du décret du 5 août 1995 précité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les étudiant(e)s détenteur(s) à la fois du grade d'accoucheur(euse) et du grade d'infirmier(ère) gradué(e) sont réputé(e)s n'avoir obtenu qu'un seul grade visé à l'article 15 du décret du 5 août 1995 précité;

5° les étudiants qui s'inscrivent à des études conduisant à un grade de troisième cycle visé à l'article 6, § 5, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, alors qu'ils ont déjà obtenu, dans les cinq années qui précèdent la demande d'inscription, un grade identique;

6° les étudiants qui, dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec, s'inscrivent à la deuxième année des études conduisant au grade de candidat en médecine ou de candidat en science dentaire, alors qu'ils ont déjà été pris trois fois en compte pour le financement des deux premières années de ces mêmes études;

7° les étudiants qui, dans les cinq ans qui suivent leur dernier échec, s'inscrivent à la deuxième année des études conduisant à un grade de candidat avec une qualification déterminée autre que celle visée au 6°, alors qu'ils ont déjà été pris trois fois en compte pour le financement des deux premières années de ces mêmes études;

8° les étudiants qui, à la date prévue à l'article 30, § 1^{er}, n'ont pu faire la preuve qu'ils satisfont aux conditions d'admissibilité aux études universitaires prévues par le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

9° les étudiants qui s'inscrivent à une année d'études du deuxième cycle des études conduisant au grade de docteur en médecine et qui, devant être titulaires, pour l'accès au troisième cycle, de l'attestation, prévue à l'article 14, § 2bis, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, ne disposent pas de cette attestation. »

§ 2. L'article 6, § 3, 1°, de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires, est abrogé.

Art. 51. L'article 30, § 1^{er}, premier alinéa, de la même loi, est remplacé par les dispositions suivantes : « sous réserve de ce qui est dit aux §§ 2 et 3, l'allocation annuelle de fonctionnement attribuée à chaque institution universitaire est égale, pour chaque orientation d'études, au coût forfaitaire par étudiant multiplié par le nombre d'étudiants inscrits dans cette orientation aux quatre années académiques précédentes divisé par quatre. Cependant, jusque et y compris l'année budgétaire 1997, il n'est tenu compte que du nombre d'étudiants inscrits à l'année académique précédente. Pour l'année budgétaire 1998, il est tenu compte du nombre des étudiants inscrits aux années académiques 1995-1996 et 1996-1997 divisé par deux. Pour l'année budgétaire 1999, il est tenu compte du nombre des étudiants inscrits aux années académiques 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998 divisé par trois. Sont réputés inscrits à l'année académique, les étudiants qui sont inscrits à la date du 1^{er} décembre de l'année académique. Cependant, jusque et y compris l'année académique 1996-1997, cette date est le 1^{er} février. Pour l'année académique 1997-1998, cette date est le 1^{er} janvier. »

Art. 52. A l'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976 et les arrêtés royaux n° 81 du 31 juillet 1982 et 273 du 31 décembre 1983, il est ajouté un troisième paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. Toutefois, pour l'année budgétaire 1997, le nombre-plancher fixé aux §§ 1^{er} et 2 est diminué de la différence entre le nombre réel d'étudiants inscrits, visés à l'article 27, § 3, 2°, et le nombre d'étudiants correspondants qui entrent en ligne de compte pour le financement tel que fixé à l'article 30, § 1^{er}, troisième alinéa. »

Art. 53. A l'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 5 janvier 1976, il est ajouté un troisième paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. Toutefois, pour l'année budgétaire 1997, le nombre-plafond fixé aux §§ 1^{er} et 2 est diminué de la différence entre le nombre réel d'étudiants inscrits, visés à l'article 27, § 3, 2°, et le nombre d'étudiants correspondants qui entrent en ligne de compte pour le financement tel que fixé à l'article 30, § 1^{er}, troisième alinéa. »

Art. 54. A l'article 36 de la même loi, modifié par la loi du 21 juin 1985, est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le douzième mis à la disposition de chaque institution universitaire le 1^{er} décembre est diminué d'un montant égal à 2,3 p.c. de la partie de l'allocation de fonctionnement destinée à couvrir les dépenses visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a) et b). Le montant ainsi constitué est ajouté au dernier douzième. »

Art. 55. Pour l'année budgétaire 1997, l'allocation annuelle de fonctionnement attribuée à chaque institution universitaire est, par orientation d'études, égale à 97,57 p.c. des montants résultant de l'application des articles 30, 32bis et 34, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives à l'audiovisuel

Section 1^{re}. — Modifications du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel

Art. 56. Dans l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 1987 du Conseil de la Communauté française sur l'audiovisuel : 1° aux 2° et 3°, le mot « essentiel » est supprimé;

2° au 5°, modifié par le décret du 21 décembre 1992, les mots « lorsqu'il existe dans ces programmes une unité d'appellation, une unité de responsabilité éditoriale et une continuité de diffusion sur une même fréquence ou un même canal » sont supprimés.

Art. 57. Dans l'article 41quinquies du même décret, modifié par le décret du 19 juillet 1991 :

1° sont ajoutés les mots « après avoir averti le contrevenant des griefs qui lui étaient reprochés et l'avoir entendu » après les mots « l'Exécutif »;

2° est inséré un 5°, rédigé comme suit :

« 5°. Une amende de 100 000 francs à 1 000 000 de francs. Le Gouvernement désigne, au sein de ses services, un ou plusieurs fonctionnaires chargés du recouvrement des amendes ainsi dues, par voie de contrainte qu'ils ont pouvoir de dresser. Ces contraintes sont exécutoires dans les 8 jours de la notification qui en est faite au débiteur de l'amende. Elles sont exécutées par huissier de justice dans les formes prévues par le code judiciaire. »

Art. 58. Dans l'article 42 du même décret, modifié par le décret du 19 juillet 1991, les mots « ou d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois » sont ajoutés après les mots « Sera puni d'une amende de 26 francs à 10 000 francs ».

Art. 59. Un article 19quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 19quinquies. Dans les conditions et suivant les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut autoriser la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et les organismes de radiodiffusion de la Communauté française :

1° à interrompre la diffusion de leurs programmes, en vue de diffuser sur la même fréquence ou le même canal, tout ou partie de programmes de télévision de tout autre organisme de radiodiffusion autorisé par la Communauté française ou par l'Etat dans lequel il a son siège social;

2° à insérer ou à accepter l'insertion de tout ou partie de leurs programmes de télévision, dans tout ou partie des programmes de télévision de tout autre organisme de radiodiffusion autorisé par la Communauté française ou par l'Etat dans lequel il a son siège social.

Les organismes de radiodiffusion concernés détermineront, de commun accord, les conditions auxquelles tout ou partie de leurs programmes de télévision respectifs peuvent être diffusés sur la même fréquence ou le même canal, et en informeront le Gouvernement.

Les programmes ou les parties des programmes fournis par la RTBF ou les organismes de radiodiffusion de la Communauté française relèvent de la seule responsabilité de ces organismes. »

Art. 60. Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 22bis. Le distributeur est habilité à transmettre les programmes visés à l'article 19quinquies. »

Section 2. — Dispositions portant taxation sur la publicité audiovisuelle

Art. 61. Pour l'application de la présente partie, on entend par :

§ 1^{er}. « radiodiffusion télévisuelle » : l'émission, avec ou sans fil, terrestre ou par satellite, codée ou non, de programmes télévisés destinés au public en ce compris les services visant la mise à disposition de signes, de signaux, de sons ou de messages de toute nature, destinés indifféremment au public en général ou à une partie de celui-ci ou à des catégories de public, pour autant que le contenu du message ne constitue pas une correspondance privée;

§ 2. « organisme de radiodiffusion télévisuelle » : toute personne physique ou morale, toute association ou tout groupement, qui a pour objet ou activité principale ou accessoire, la radiodiffusion télévisuelle;

§ 3. « publicité télévisée » : toute forme de message visant à promouvoir la fourniture rémunérée de biens ou de services diffusés à titre onéreux par un organisme de radiodiffusion télévisuelle;

§ 4. « réseaux de télédistribution » : les réseaux visés à l'article 1^{er}, 3^o, du décret du 17 juillet 1987;

§ 5. « le taux d'audience annuel moyen » : moyenne sur l'année de référence des taux de référence utilisés en Belgique, comme base pour l'établissement des prix de la publicité télévisée, telle qu'établie par la commission d'éthique de la publicité.

Pour le calcul du taux d'audience visé à l'article 62, § 1^{er}, a) et à l'article 66, b), les taux d'audience des organismes de radiodiffusion télévisuelle appartenant à un même groupe sont additionnés;

§ 6. « groupe » : appartiennent à un même groupe les organismes de radiodiffusion télévisuelle placés sous une direction unique en raison du pouvoir, de droit ou de fait, d'une personne physique ou morale, d'une association ou d'un groupement, à même d'exercer seul ou conjointement, une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de ces organismes de radiodiffusion télévisuelle ou sur l'orientation de leur gestion, lorsque ce pouvoir résulte notamment d'une participation directe ou indirecte, d'un contrat ou d'une clause statutaire.

Par ailleurs, les organismes de radiodiffusion télévisuelle sont présumés, de manière irréfragable, être placés sous une direction unique lorsque leurs organes d'administration sont composés en majorité des mêmes personnes.

§ 7. « région de langue française » : la région linguistique visée à l'article 4 de la Constitution;

§ 8. « commission d'éthique de la publicité » : la commission visée à l'article 29 du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;

§ 9. « l'exercice d'imposition » commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre suivant;

§ 10. « l'année de référence » est l'année civile précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition.

Art. 62. § 1^{er}. Il est établi une taxe sur la publicité télévisée :

a) diffusée par un organisme de radiodiffusion télévisuelle dont le taux d'audience annuel moyen en Région de langue française est supérieur à 10 p.c., et

b) transmise par les réseaux de télédistribution ou par satellite et reçue en Région de langue française.

§ 2. Le Gouvernement peut adapter le taux visé au § 1^{er}, a), après avoir pris l'avis de la commission d'éthique de la publicité.

Art. 63. La taxe due pour un exercice d'imposition est établie sur la durée totale d'émission consacrée à la publicité télévisée durant l'année de référence.

Art. 64. La taxe est fixée à 1 500 francs par minute de publicité télévisée visée à l'article 62, § 1^{er}, émise pendant l'année de référence.

Art. 65. § 1^{er}. La taxe est due par l'organisme de radiodiffusion télévisuelle qui diffuse la publicité télévisée.

§ 2. Les organismes de radiodiffusion sont solidairement tenus avec les autres organismes de radiodiffusion télévisuelle appartenant à un même groupe au paiement de la taxe.

Art. 66. La Commission d'éthique de la publicité constate, au plus tard au 31 janvier de chaque année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition, pour chaque organisme de radiodiffusion télévisuelle :

a) la durée totale d'émission consacrée à la publicité télévisée, arrondie à la minute inférieure, durant l'année de référence;

b) le taux d'audience annuel moyen en Région de langue française, durant l'année de référence.

Art. 67. La taxe est enrôlée définitivement par le Gouvernement au 1^{er} mars de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition.

Art. 68. Un extrait de rôle est adressé à chaque organisme redevable ou, le cas échéant, à son représentant fiscal, reprenant tous les éléments le concernant.

Art. 69. La taxe est payable dans un délai fixé par l'avertissement-extrait de rôle. Le délai de paiement est d'au moins un mois; il prend cours à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Art. 70. Les montants dus portent intérêt de retard au taux de 1 p.c. par mois. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Art. 71. Les redevables de la taxe qui n'ont pas d'établissement stable en Belgique sont tenus de faire agréer par les services du Gouvernement de la Communauté française un représentant responsable résidant en Belgique, lequel s'engage personnellement par écrit envers la Communauté française au paiement de la taxe et des intérêts de retard qui pourraient lui être dus.

Art. 72. Le redevable peut se pourvoir en réclamation, par lettre recommandée à la poste, adressée aux services du Gouvernement de la Communauté française, contre le montant de la taxe établie à sa charge.

Les réclamations doivent être envoyées, sous peine de déchéance, endéans les 30 jours de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Les services du Gouvernement de la Communauté française statuent dans le mois sur le bien-fondé de la contestation.

La décision des services du Gouvernement de la Communauté française est notifiée au redevable par lettre recommandée à la poste.

Art. 73. A défaut du paiement de la taxe, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe et des intérêts est une contrainte.

Elle est visée et rendue exécutoire par le fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

L'exécution de la contrainte a lieu compte tenu des dispositions de la cinquième partie, Titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice. Cette opposition est faite par un exploit signifié à la Communauté française en la personne du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

L'action est portée devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

Art. 74. En cas de réclamation, le fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe peut surseoir au recouvrement de la taxe, à concurrence du montant de la taxe contesté.

Art. 75. La demande en restitution de la taxe et des intérêts est formée par exploit contenant citation en justice signifié à la Communauté française en la personne du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

L'action est portée devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

Art. 76. En cas de remboursement de la taxe, des intérêts moratoires sont calculés au taux d'intérêt légal sur le montant de la taxe remboursable.

Art. 77. § 1^{er}. Le recouvrement de la taxe et des intérêts se prescrit par un an à compter du jour où elle est née.

§ 2. L'action en restitution de la taxe et les intérêts se prescrit par un an à compter du jour où elle est née.

§ 3. Les prescriptions, tant pour le recouvrement que pour la restitution de la taxe, sont interrompues de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivants du Code civil. En ce cas, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise un an après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

Art. 78. Pour l'exercice d'imposition 1997, l'année de référence est l'année 1995 par dérogation à l'article 61, § 10.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 79. Les articles 1^{er}, 2 et 26, du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Art. 80. L'article 19 produit ses effets le 1^{er} juin 1996. L'article 23 entre en vigueur le 1^{er} juillet 1996. Les articles 3 à 18, 24, 28, 30, 34 et 35 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1996. L'article 29 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997. L'article 36 entre en vigueur le 15 juin 1996.

Art. 81. Les articles 37 à 55 du présent décret entrent en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 46 qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1995, des articles 52 et 53 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et de l'article 50, § 2, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Les articles 20, 21 et 22, du présent décret produisent leurs effets au 1^{er} septembre 1991.

Art. 82. Les articles 56 à 60 du présent décret entrent en vigueur le jour de leur parution au *Moniteur belge*; les articles 61 à 78 du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 juillet 1996.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe IV^{ter}

Crédits variables relatifs aux fonds budgétaires du ministère de la Culture et des Affaires sociales figurant dans le budget des Dépenses de 1996 et liste de crédits variables succédant en 1997 à chacun d'eux

1996			Libellés	1997		
D.O.	C.V.	P.A.		D.O.	C.V.	P.A.
61.	12.10	18	Crédit variable en vue de couvrir les frais de fonctionnement du Centre culturel « Marcel Hicter ». (Fonds d'exploitation du Centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne — C)	61	12.10	05

1996			Libellés	1997		
D.O.	C.V.	P.A.		D.O.	C.V.	P.A.
61	12.52	18	Crédit variable pour couvrir les frais de fonctionnement du centre de formation socio-culturelle de Rossignol. (Service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol — C)	61	12.52	05
61	12.53	18	Crédit variable pour couvrir les frais de fonctionnement du centre de formation socio-culturelle de Séroule. (Service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule — C)	61	12.53	05
61	12.32	05	Crédit variable pour le remplacement et la réparation du matériel prêté, endommagé ou non restitué. (Fonds de emploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants — A)	61	12.32	15
61	01.01	19	Crédit variable relatif à des actions et interventions ponctuelles, exceptionnelles menées dans le domaine culturel. (Fonds des actions culturelles — B)	61	01.01	18
61	01.02	19	Crédit variable relatif à des actions menées dans le domaine culturel. (Fondations, donations, legs et prix — B)	61	01.02	18
63	81.02	51	Crédit variable pour l'octroi de prêts aux éditeurs. (Fonds de l'édition du livre — B)	63	81.02	24
63	81.04	51	Crédit variable pour l'octroi de prêts aux libraires. (Fonds d'aide à la diffusion — B)	63	81.04	24

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

F. 96 — 2235

[S - C - 29326]

25 JULI 1996. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en audiovisuele sector (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen*

Artikel 1. Het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, 22 december 1994 en 20 december 1995, wordt aangevuld met een bijlage IVter : veranderlijke kredieten betreffende de begrotingsfondsen van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken vermeld in de uitgavenbegroting 1996, en lijst van de veranderlijke kredieten waardoor elk ervan in 1997 vervangen wordt, gevoegd bij dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

Art. 2. Het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd gesubsidieerd niet-universitair onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in artikel 5, § 4, 4, wordt "1996" vervangen door "1997";
- 2° in artikel 8, § 3, b), wordt "1996" vervangen door "1997";
- 3° in artikel 11, § 4, 1e lid, gewijzigd bij decreet van 5 juli 1993, wordt "en 1996" tweemaal vervangen door "1996 en 1997".

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende het onderwijs*DEEL 1. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — *Wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 3. Artikel 4ter van voormelde wet van 19 juli 1971, ingevoegd bij decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij dat van 10 april 1995, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° In lid 1, 5° wordt "opleiding" vervangen door "inleiding";
- 2° In lid 3, 6° wordt "Frans" vervangen door "wiskunde";

(1) *Zitting 1995-1996.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : 96, nr. 1. — Advies van de commissies : 96, nrs. 2 tot 4. — Verslag : 96, nr. 5. — Amendementen : 96, nrs. 6 tot 39. — Advies van de Raad van State : 96, nr. 40.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 16 en 19 juli 1996. — Aanneming. Vergadering van 25 juli 1996.

3° In lid 3, 7° wordt "activiteit inzake wetenschappelijke opvoeding" vervangen door "inleiding tot de wetenschap";
 4° De leden 4 en 5 van § 1 worden vervangen als volgt: "De klasseraden kunnen leerlingen die moeite hebben met het bereiken van de eindtermen die het vereiste studiepeil aangeven, verplichten:

- a) de activiteiten naar keuze geheel of gedeeltelijk te vervangen door specifieke begeleiding;
- b) buiten de uurregeling bedoeld in de leden 1 en 3, twee bijkomende remediëringssuren te volgen.

Mits het algemene evenwicht van de opleiding bewaard blijft, kan de wekelijkse lesrooster aangepast worden voor de uitvoering van vakoverschrijdende projecten.

5° § 2, 2e lid, wordt aangevuld als volgt:

"De leerling, vrijgesteld, krachtens artikel 12 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, van de lessen moderne taal I, moet geen andere basisoptie volgen als hij gedurende ten minste 4 wekelijkse lestijden lessen wetenschappen volgt."

Art. 4. Artikel 7ter wordt ingevoegd in dezelfde wet, gewijzigd bij die van 31 juli 1975 en bij decreten van 19 juli 1991, 29 juli 1992, 19 juli 1993, 27 oktober 1994, 10 april 1995 en 2 april 1996:

"Art. 7ter. In de eerste 2 jaren secundair onderwijs van type II omvat de lesrooster een gemeenschappelijke opleiding:

- 1° Frans (5 wekelijkse lessen);
- 2° Geschiedkundige en aardrijkskundige vorming, met de vorming tot het sociaal-economisch leven (4 wekelijkse lestijden);
- 3° Het aanleren van een moderne taal, overeenkomstig artikel 4bis, § 2;
- 4° Wiskundige vorming (4 wekelijkse lestijden);
- 5° Wetenschappelijke vorming (2 wekelijkse lestijden);
- 6° Lichamelijke opvoeding (3 wekelijkse lestijden).

De lesrooster omvat ook ten minste 4 en ten hoogste 8 wekelijkse lestijden activiteiten naar keuze. Als de leerling in het 2e jaar een of meer technische activiteiten naar keuze volgt gedurende 6 wekelijkse lestijden, dan wordt het maximum opgetrokken tot 10 wekelijkse lestijden.

De activiteiten naar keuze:

- 1° Zijn nooit een vereiste voor het volgen van een optie in het 3e jaar;
- 2° Omvatten ten minste, in de graad, het equivalent van 1 wekelijkse lestijd over het jaar voor artistieke opvoeding en van 1 wekelijkse lestijd over het jaar voor technologische opvoeding; elk bestanddeel komt voor in de lesrooster van elk van de 2 jaren;
- 3° Behelzen telkens 1 tot 4 wekelijkse lestijden; in het 3e jaar kunnen de muzikale en de technische activiteiten 6 wekelijkse lestijden behelzen.

4° Voor elke activiteit naar keuze die meer dan 2 wekelijkse lestijden behelst, geldt de programmatie, bedoeld in de artikelen 24 en 25 van het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

5° De inrichtingen kunnen overeenkomsten sluiten met specifiek technische of artistieke inrichtingen, om die activiteiten optimaal te organiseren;

6° De activiteiten naar keuze betreffen andere vakken dan die bedoeld in het 1e lid. In de 1e graad kan het equivalent van een bijkomende wekelijkse lestijd gedurende een jaar gewijd worden aan de lessen wiskunde of Frans; die lestijd is begrepen in de voor activiteiten naar keuze voorbehouden uren.

7° De inleiding tot de wetenschap en de sportactiviteiten worden niet bedoeld in 6°.

"De klasseraden kunnen leerlingen die moeite hebben met het bereiken van de eindtermen die het vereiste studiepeil aangeven, verplichten:

- a) de activiteiten naar keuze geheel of gedeeltelijk te vervangen door specifieke begeleiding;
- b) buiten de uurregeling bedoeld in de leden 1 en 3, twee bijkomende remediëringssuren te volgen.

Mits het algemeen evenwicht van de opleiding bewaard blijft, kan de wekelijkse lesrooster aangepast worden ter uitvoering van vakoverschrijdende projecten."

Afdeling 2. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 tot regeling van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 5. Artikel 4 van voormeld decreet, vervangen bij dat van 5 augustus 1995 en aangevuld bij dat van 2 april 1996, wordt aangevuld als volgt:

"1° 350, voor een inrichting die enkel de 2e en de 3e graad van het secundair technisch en/of vakonderwijs organiseert, alsook de 4e graad van het vakonderwijs.

Art. 6. Artikel 5quater, § 1, van voormeld decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995 en gewijzigd bij dat van 2 april 1996, wordt aangevuld als volgt:

"Herstructurering kan gebeuren op de wijze van de fusie, bedoeld in artikel 5ter, § 2, 1°, of van de samenvoeging door opslorping, bedoeld in artikel 5ter, § 2, 2°."

Art. 7. Artikel 11, 1e lid, 2° van voormeld decreet wordt aangevuld met: "en in de eerste 2 jaren van het secundair onderwijs van type II".

Art. 8. Artikel 19, gewijzigd bij decreten van 5 augustus 1995 en 2 april 1996, wordt gewijzigd als volgt:

1° de §§ 3 en 4 worden de §§ 4 en 5;

2° een nieuwe § 3 wordt ingevoegd:

"§ 3 in afwijking van § 2 kan de Regering, op advies van de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 5quater, afwijken van § 1 inzake optie, leerjaar of graad, ten gunste van de inrichtingen vermeld in de lijst, door de Regering opgemaakt ingevolge artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg voor het secundair onderwijs.

Voor de toepassing van het 1e lid wordt het uitblijven van een advies van de Raad binnen 2 maanden vanaf de adviesaanvraag van de Regering, gelijkgesteld met een gunstig advies".

Art. 9. Artikel 20, § 1 van voormeld decreet, gewijzigd bij decreten van 21 december 1992 en 2 april 1996, wordt gewijzigd als volgt:

1° In lid 4 wordt "leden 3 en 4" vervangen door "leden 2 en 3";

2° Het artikel wordt aangevuld met: "Geen overdracht wordt toegestaan vanuit het tussenaantal lestijden-leraars bestemd voor de lessen klinisch onderwijs".

Afdeling 3. — Wijziging van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 10. Artikel 4, 3°, van voormeld decreet van 6 juni 1994 wordt aangevuld met "en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het gemeenschapsonderwijs voor sociale promotie.

Art. 11. Artikel 24, § 9, 2e lid, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 27bis, 1e lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij dat van 10 april 1995 wordt "van dit hoofdstuk" vervangen door "van deze afdeling".

Art. 13. Artikel 30 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij dat van 10 april 1995, wordt gewijzigd als volgt :

1° 10° wordt opgeheven;

2° 11°, 12° en 13° worden 10°, 11° en 12°;

3° in het 2e lid wordt "1e lid, 13°" vervangen door "1e lid, 12°";

4° in het 3e lid wordt "1e lid, 12°" vervangen door "1e lid, 11°";

5° het artikel wordt aangevuld als volgt :

"het in een betrekking vast benoemd personeelslid moet ze als hoofdamt bekleden".

Art. 14. Artikel 31 van hetzelfde decreet gewijzigd bij dat van 22 november 1995, wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 7 vervalt "met uitwerking op 1 oktober" en wordt "tijdens de 1e vergadering" vervangen door "uiterlijk tijdens de 2e vergadering";

2° tussen lid 7 en lid 8 wordt ingevoegd :

"De in lid 7 bedoelde vaste benoemingen gaan op de 1e dag van de maand na de vergadering van de inrichtende macht waarop de benoemingen plaatsvonden";

3° het artikel wordt met volgend lid aangevuld :

"De inrichtende macht deelt jaarlijks de lijst van de vacante betrekkingen mee aan de betrokken personeelsleden, op de wijze bepaald door de plaatselijke paritaire commissies".

Art. 15. Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° tussen "vacante" en "van een" wordt "van dezelfde functie" ingevoegd en wordt "die andere functie" vervangen door "die functie";

2° het artikel wordt met volgend lid aangevuld :

"Het 2e lid geldt niet voor het basisonderwijs".

Art. 16. In het 1e lid van artikel 34 van hetzelfde decreet wordt na "als hoofdamt" "in een zelfde categorie" ingevoegd vóór "mits".

Art. 17. Aan artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij dat van 10 april 1995, wordt volgend lid toegevoegd :

"In afwijking van het 1e lid, 3°, wordt in het onderwijs voor sociale promotie en het kunstonderwijs met beperkt leerplan enkel de uitoefening vereist van een ambt naar rata van ten minste een halve opdracht in het onderwijs van dezelfde inrichtende macht".

Art. 18. Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° 1° wordt vervangen als volgt :

"6 jaar dienstanciënniteit definitief verworven hebben bij de inrichtende macht, in een wervings-, selectie- of bevorderingsambt van de betrokken categorie, berekend zoals bepaald in artikel 34";

2° volgend lid wordt toegevoegd :

"In afwijking van het 1e lid, 2° wordt in het onderwijs voor sociale promotie en het kunstonderwijs met beperkt leerplan enkel de uitoefening vereist van een ambt naar rata van ten minste een halve opdracht in het onderwijs van dezelfde inrichtende macht".

Afdeling 4. — Wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van het gesubsidieerd personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs

Art. 19. Aan artikel 41 quinquies van voormeld decreet van 1 februari 1993, ingevoegd bij dat van 10 april 1995, worden §§ 3 en 4 toegevoegd :

§ 3. Bij fusie of herstructurering van inrichtingen wordt het vast geworven personeelslid dat krachtens de bepalingen inzake terbeschikkingstelling en reffectatie een vacante betrekking toegewezen krijgt bij de overnemende inrichtende macht, onmiddellijk vast geworven in die betrekking, ongeacht de datum.

§ 4. Bij fusie of herstructurering van inrichtingen wordt het vast geworven personeelslid dat krachtens de bepalingen inzake terbeschikkingstelling en reffectatie een vacante betrekking toegewezen krijgt bij de overnemende inrichtende macht, onmiddellijk vast geworven in die betrekking, ongeacht de datum, zo hij dat aanvraagt".

Afdeling 5. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 67 van 20 juli 1982 tot bepaling van de ambten van het paramedisch en het sociaal personeel in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs, behalve de internaten of semi-internaten

Art. 20. Het opschrift van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

"Het koninklijk besluit nr. 67 tot bepaling van de ambten van het paramedisch, het sociaal en het psychologisch personeel in de inrichtingen voor buitengewoon onderwijs, behalve de internaten en semi-internaten".

Art. 21. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met : "de categorie psychologisch personeel omvat het ambt van psycholoog";

2° In § 2 wordt "en van het sociaal personeel" vervangen door "van het sociaal personeel en van het psychologisch personeel".

Art. 22. In artikel 3, § 1 van hetzelfde besluit wordt "en van het sociaal personeel" vervangen door : "van het sociaal personeel en van het psychologisch personeel".

Afdeling 6. — Diversen

Art. 23. Vanaf het kalenderjaar 1996 wordt de eindejaarstoelage, toegekend krachtens het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan titularissen van een ambt, bezoldigd ten laste van de openbare schatkist, uitbetaald in januari van het volgend kalenderjaar.

Het 1e lid geldt voor het personeel bedoeld in :

- 1° artikel 79 van de bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs;
- 2° de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs;
- 3° de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de PMS-centra;
- 4° de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;
- 5° de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;
- 6° de wet van 28 april 1953 betreffende de organisatie van het universitair onderwijs door de Staat;
- 7° de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en controle van de universitaire instellingen.

Art. 24. Artikel 21, § 3 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 houdende de normen voor oprichting, behoud en splitsing en de berekening van de kredieten voor het secundair onderwijs van type I, betreffende de fusie van inrichtingen, alsook bepaalde betrekkingen van het personeel van het voltijds secundair onderwijs van type I en II, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 295 van 31 maart 1984, wordt aangevuld met : "bij de inrichtende macht, of bij ontstentenis ervan, bij scholengemeenschap of wedertewerkgesteld in een inrichting van de inrichtende macht".

Art. 25. De vormingscentra, technische centra en openluchtcentra, bedoeld in artikel 83 van de herstellwet van 31 juli 1984, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij decreten van 26 juni 1992 en 27 december 1993, betalen de wedde terug van de opdrachthouders die er ingezet worden. Het bedrag van de terugbetaling wordt vermeld in de uitgaven, in de rekeningen van de betrokken diensten, en in de algemene ontvangsten, in de middelenbegroting.

Art. 26. Het 2e lid van artikel 12 van het decreet van 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting, wordt vervangen als volgt :

- "De Regering bepaalt het bedrag van dat recht, dat niet hoger mag zijn dan :
- 3 000 fr. voor de leerlingen die bij de inschrijving nog geen 18 jaar zijn;
 - 6 000 fr. voor de leerlingen die bij de inschrijving ten minste 18 jaar zijn."

Afdeling 7. — Overgangsbepalingen

Art. 27. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het onderwijs, door de Staat georganiseerd of gesubsidieerd, gewijzigd bij decreten van 21 december 1992 en 10 april 1995 wordt "30 juni 1996" vervangen door "30 juni 1997".

Art. 28. In afwijking van artikel 9 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welzijn in het basisonderwijs, worden de experimenten, projecten en begrotingen van de prioritaire onderwijszones verlengd tot 31 augustus 1997.

Art. 29. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de werkingsstoelagen per regelmatig leerling, buiten het universitair en het hogeschoolonderwijs, voor het schooljaar 1996-1997 vastgesteld op het voor 1995-1996 toegekend bedrag, bepaald op grond van artikel 6 van het decreet van 20 december 1995 houdende maatregelen inzake begrotingsfondsen, gebouwen van de Gemeenschap, de schuld van paracommunautaire instellingen en het onderwijs, en verhoogd met 1,5 %.

In afwijking van artikel 52, c en d, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de PMS-centra worden de toelagen voor het schooljaar 1996-1997 vastgesteld op het bedrag, voor 1995-1996 bepaald op grond van voormeld artikel 6, verhoogd met 1,5 %.

De werkingskredieten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, buiten het universitair en het hogeschoolonderwijs, worden met 1,5 % verhoogd.

Het getal 1,5 % in de leden 1 en 3 wordt voor het basisonderwijs tot 2 % verhoogd.

Art. 30. In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 betreffende de werkmiddelen voor het rijksonderwijs en de werkingsstoelagen voor het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreten van 9 november 1990 en 20 december 1995 wordt "artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 1997" vervangen door "artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 1998".

DEEL 2. — Bepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie

Art. 31. Artikel 83 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie wordt vervangen als volgt :

"Artikel 83. § 1. Van 1 september 1988 tot 31 december 1996 behoren de lestijden tot één van de volgende categorieën :

a) categorie A : lestijden van het hoger secundair technisch onderwijs in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, van het hoger secundair onderwijs in stelsel 1 en van het hoger onderwijs in de stelsels 1 en 2;

b) categorie B : de andere lestijden.

§ 2. Vanaf 1 januari 1997 behoren de lestijden tot één van de volgende categorieën :

a) categorie A : de lestijden van het hoger secundair technisch onderwijs in stelsel 2 en van het hoger secundair onderwijs in stelsel 1;

b) categorie B : de lestijden van het hoger secundair vakonderwijs in stelsel 2 en van het lager secundair onderwijs in stelsel 1;

c) categorie C : de lestijden van het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie in de stelsels 1 en 2;

d) categorie D : de lestijden van het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie in stelsel 1.

§ 3. In afwijking van § 2 :

A. worden, tot de laatste dag van het 7e kalenderjaar van de werking (het oprichtingsjaar inbegrepen) van een inrichting, opgericht krachtens artikel 107, gewijzigd bij het decreet van 5 april 1993, de lestijden-leraar die ze gebruikt in opleidingseenheden ingedeeld bij het HOKT voor sociale promotie van stelsel 1, beschouwd als lestijden van categorie B.

Vanaf het 6e werkingsjaar (het oprichtingsjaar inbegrepen) worden de lestijden HOKT voor sociale promotie van stelsel 1 voor de aanpassing voor de lestijdendotatie (artikel 87) beschouwd als lestijden van categorie C, bedoeld bij artikel 83.

B. worden, als inrichtende machten ingevolge de goedkeuring door de Regering, op advies van de overlegcommissie, van de minimale referentielesroosters, de minimale inhoud en de kenmerken van de afdelingen die studiebewijzen bedoeld bij artikel 63 uitreiken, de betrokken structuren moeten wijzigen overeenkomstig artikel 129 en artikel 137 :

a) de onderwijslestijden bij de eerste organisatie van die afdelingen door voormelde inrichtende machten, beschouwd als lestijden van dezelfde categorie als in de oude structuur;

b) de onderwijslestijden, in die afdelingen gebruikt op het niveau van het HOLT voor sociale promotie van stelsel 1; vanaf het einde van het kalenderjaar waarin de geleidelijke omvorming voleindigd wordt, ongezet in lestijden van categorie."

Art. 32. Artikel 90 van voormeld decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 90. - Een inrichtende macht kan beschikbare lestijden van een in artikel 83 bedoelde categorie overbrengen naar een andere categorie, met naleving van de volgende regels :

- a) een lestijd van categorie A stemt overeen met 1 lestijd en 1/4 in categorie B;
- b) een lestijd van categorie C stemt overeen met anderhalve lestijd in categorie B;
- c) een lestijd van categorie D stemt overeen met 1 lestijd en 8/10 in categorie B".

Art. 33. Tussen lid 1 en lid 2 van artikel 45 van het decreet van 16 september 1991 wordt volgend lid ingevoegd :

"In afwijking van voorgaand lid worden de afdelingen :

1° georganiseerd met het oog op het uitreiken van bekwaamheidsbewijzen voor beroepen die het voorwerp zijn van een bijzondere regeling, bekrachtigd door bekwaamheidsbewijzen die met de vigerende regeling overeenstemmen, met verwijzing naar die regeling;

2° met minder dan 750 lestijden, behalve die bedoeld in 1°, bekrachtigd door getuigschriften. In dit geval moet de afdeling voor eensluidend advies voorgelegd worden aan de overlegcommissie, bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Executieve van 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de afdelingen."

DEEL 3. — Bepalingen betreffende het hoger niet-universitair onderwijs

Art. 34. De artikelen 1 tot 4 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende maatregelen inzake hoger onderwijs worden vervangen als volgt :

"Artikel 1. In 1996-1997 is, voor de toepassing van de begeleidingsnormen en de vaststelling van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel in het hoger onderwijs van het lange type en voor de vaststelling van het aantal in aanmerking komende lestijden en van het aantal betrekkingen in de ambten van het administratief personeel in het hoger onderwijs van het korte type, het aantal subsidieerbare studenten dat in aanmerking komt, de uitslag van de optelling van het aantal subsidieerbare studenten op 1 februari 1994, 1 februari 1995 en 1 februari 1996, gedeeld door 3.

Art. 2. Voor 1996-1997 is de coëfficiënt bedoeld in artikel 14, § 5, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs, o.m. van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd, en artikel 8, § 4, van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, zoals gewijzigd, bepaald op 85 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het lange type.

Art. 3. Voor 1996-1997 is de coëfficiënt bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 79 van 20 juli 1982 tot vaststelling van het totaal aantal in aanmerking komende lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, bepaald op 74,5 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het korte type.

Art. 4. § 1. In afwijking van de artikelen 1 en 3 kunnen de inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte type waarvan de bevolking met ten minste 2% toegenomen is tussen 1 februari 1995 en 1 februari 1996, hetzelfde aantal in aanmerking komende lestijden organiseren als wat hun in 1995-1996 toegekend is, als de modaliteiten bepaald in de artikelen 1 en 3 in 1996-1997 leiden tot een vermindering van het aantal in aanmerking komende lestijden t.o.v. 1995-1996.

§ 2. In afwijking van de artikelen 1 en 2 kunnen de inrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type waarvan de bevolking met ten minste 2% is toegenomen tussen 1 februari 1995 en 1 februari 1996, hetzelfde aantal begeleidings-eenheden bekomen als wat hun in 1995-1996 is toegekend, als de in de artikelen 1 en 2 bepaalde modaliteiten in 1996-1997 leiden tot een vermindering van het aantal eenheden t.o.v. 1995 - 1996."

Art. 35. Dit artikel geldt voor elk personeelslid van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, vast benoemd in het voltijds of deeltijds secundair onderwijs en voorlopig aangesteld voor al dan niet volledige definitieve prestaties in het hoger niet-universitair onderwijs, krachtens artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De wedde(toelage) die het in het 1e lid bedoelde personeelslid geniet krachtens dat artikel 3, eventueel verhoogd met de in dat artikel bedoelde toelage, wordt aangerekend op de totale jaarlijkse toelage van de hogeschool of hogescholen naar rata van zijn prestaties ten bate van de hogescholen.

Art. 36. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de datum en de voorwaarden voor de vaste benoeming in een hoofdambt van de personeelsleden die een betrekking van (adjunct-)directeur bekleden in het HOLT van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Om die voorwaarden te bepalen kan de Regering uitzonderlijk afwijken van :

- de artikelen 1, 4 en 5 van de wet van 22 juni 1969 betreffende het statuut van het personeel van het rijks-onderwijs;
- hoofdstuk 5 van de wet van 7 juli 1970, gewijzigd bij die van 18 februari 1977.

DEEL 4. — Bepalingen betreffende het universitair onderwijs

Afdeling 1. — Toegang tot universitair onderwijs en de examencommissies van de Gemeenschap

Art. 37. In artikel 14 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden wordt een § 2bis ingevoegd :

"§ 2bis. Tot de studies leidend tot een academische graad van gediplomeerde voor gespecialiseerde studie in de algemene geneeskunde of in de gespecialiseerde geneeskunde hebben alleen toegang de houders van de academische graad van doctor in de geneeskunde die na de 1e cyclus een attest bekomen waaruit het gunstig advies blijkt van een commissie ad hoc in een universitaire instelling die de studie van de medische wetenschap organiseert.

Een decreet, getroffen na raadpleging van de rectoren van de betrokken instellingen door de Regering, bepaalt de algemene beginselen tot regeling van de samenstelling en werking van bedoelde commissies en de criteria tot motivering van voormeld gunstig advies. Die beginselen moeten rekening houden met de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen.

De Regering bepaalt de samenstelling van de commissies op de voordracht van elk van de betrokken instellingen, die hun bijzondere werkwijze bepalen.

Deze bepalingen gelden niet voor studenten die vóór het academiejaar 2000-2001 ingeschreven waren voor een studiejaar van de 2e of 3e cyclus".

Art. 38. Artikel 11 van voormeld decreet van 5 september 1994 wordt aangevuld als volgt :

"§ 6. Wanneer bij toepassing van de §§ 1, 2, 3 en 5 de door de universitaire overheid bepaalde voorwaarden bestaan in een met een studiejaar gelijkwaardige opleiding, wordt dit jaar beschouwd als het laatste jaar van een 1e cyclus."

Art. 39. Artikel 16 van hetzelfde decreet, gedeeltelijk vernietigd bij arrest 11/96 van het Arbitragehof, wordt gewijzigd als volgt :

1° het 2e lid wordt vervangen door :

"De universitaire overheid kan echter bij gemotiveerde beslissing weigeren, een student in te schrijven :

1° wanneer hij om tuchttredenen uitgesloten werd door een instelling voor hoger (niet-) universitair onderwijs en hij geroepen of gehoord werd;

2° wanneer het academiejaar 1996-1997, als hij bedoeld is bij artikel 27, § 4 of 7, 1° tot 6°, 8° en 9° van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en controle van de universitaire instellingen; vanaf het academiejaar 1997-1998, voor de student bedoeld in artikel 27, § 7, 7° van de wet;

3° wanneer hij een inschrijving vraagt voor een studieprogramma dat door de Franse Gemeenschap niet gefinancierd wordt."

2° onderstaand lid wordt toegevoegd :

"Behoudens afwijking, toegestaan door de Regering, op de voorwaarden die ze bepaalt, wordt niemand toegelaten tot de studie leidend tot de academische graden bedoeld in artikel 6, §§ 1 tot 3, als hij het bewijs niet geleverd heeft van voldoende kennis van de Franse taal :

a) via een examen, daartoe georganiseerd door een of meer universitaire instellingen, volgens een regeling die de Regering bepaalt op collegiaal advies van de rectoren, na raadpleging van CIUF;

b) door te slagen een toelatingsexamen, bedoeld in artikel 10, § 1, e), en § 2;

c) door het bezit van een Belgisch of buitenlands diploma ter bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus van het hoger onderwijs, gevolgd in een instelling waarvan het Frans de onderwijstaal is;

d) of door het bezit van een Belgisch of buitenlands diploma ter bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus van het hoger onderwijs, gevolgd in een instelling waarvan het Frans ten dele de onderwijstaal is, mits de Regering na onderzoek van het programma van die studie, voor de toepassing van deze bepaling dat diploma gelijkstelt met een sub c) bedoeld diploma; de Regering maakt de lijst van die gelijkgestelde diploma's op."

Art. 40. Het 5e en het 6e lid van artikel 60 van de wet van 28 april 1953 betreffende de organisatie van het universitair onderwijs door de Staat worden opgeheven.

Art. 41. In het 2e lid van artikel 32 van hetzelfde decreet wordt "onder voorbehoud van de artikelen 10, 11, § 1, 1e lid en 23" vervangen door "onder voorbehoud van de artikelen 10, 11 en 23".

Afdeling 2. — Academische graden

Art. 42. In artikel 19, 3e lid, van hetzelfde decreet wordt "licentiaat in de psychologie" vervangen door "licentiaat in de psychologische wetenschap".

In artikel 19, 5e lid wordt "meester in de toegepaste economische wetenschap, handelsingenieur" vervangen door "master in de beheerswetenschap, beheersingenieur".

Art. 43. In artikel 23, 1e lid, c, van hetzelfde decreet wordt "licentiaat in de psychologie" vervangen door "licentiaat in de psychologische wetenschap".

Art. 44. In artikel 30 van hetzelfde decreet wordt "minimale" vervangen door "voldoende".

Afdeling 3. — Personeel van de universitaire instellingen

Art. 45. Artikel 18, § 1, 1° van voormelde wet van 28 april 1953, vervangen bij decreet van 10 april 1995, wordt vervangen als volgt :

"1° benoemt de leden van het vast wetenschappelijk personeel op advies van de bevoegde organen die hij aanstelt; voor de benoeming van de hoofdbibliothecaris moet de academische raad gehoord worden."

Art. 46. In artikel 18, § 1, 3°, van dezelfde wet, vervangen bij decreet van 10 april 1995, vervalt "met een lagere graad dan bureauchef".

Art. 47. § 1. Aan voormelde wet van 28 april 1953 wordt een artikel 23ter toegevoegd :

"Art. 23ter. Vóór elke benoeming tot hoogleraar brengt het orgaan of brengen de organen, aangewezen door de raad van bestuur, een gemotiveerd advies uit.

De raad van bestuur maakt de lijst op van de opdrachten waarvoor het advies van verschillende organen vereist is, wijst die organen aan en bepaalt de volgorde van de raadpleging ervan.

De adviezen worden meegedeeld aan de raad van bestuur, die dan een gemotiveerde beslissing treft, op grond van o.m. de respectieve bekwaamheidsbewijzen van de kandidaten; hij kan vóór de beslissing overgaan tot de in artikel 23, 2e lid, bedoelde raadpleging, die verplicht is in gevallen bedoeld in artikel 23, 4e lid."

§ 2. In artikel 24, 1e lid van dezelfde wet wordt na "de buitengewone hoogleraars" "de hoogleraars" ingevoegd vóór "en de docenten".

§ 3. Artikel 25 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 48. § 1. In artikel 24bis, 1e lid, van voormelde wet van 28 april 1953 wordt "geassocieerd docent" vervangen door "geassocieerd hoogleraar of geassocieerd docent".

§ 2. In artikel 24ter wordt "de geassocieerde docenten" vervangen door "de geassocieerde hoogleraars en de geassocieerde docenten".

§ 3. Artikel 26 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Afdeling 4. — Financiering

Art. 49. In artikel 27, § 4, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 5 januari 1976, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982 en het koninklijk besluit nr. 171 van 30 december 1982, wordt "voor de studenten van vreemde nationaliteit" in het 1e en het 2e lid vervangen door "voor studenten die onderdaan zijn van een staat buiten de Europese Unie".

Art. 50. § 1. Artikel 27, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 juni 1985, wordt vervangen als volgt :

"Benevens de in § 4 bedoelde studenten, komen niet in aanmerking voor financiering vanaf het dienstjaar 1998 :

1° studenten die, na twee regelmatige inschrijvingen in één studiejaar, ongeacht het studiegebied, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of georganiseerd universitair onderwijs, niet geslaagd zijn en zich voor dat jaar inschrijven binnen 5 jaar na hun laatste mislukking;

2° studenten die, na 3 regelmatige inschrijvingen in één studiejaar, ongeacht het studiegebied of de categorie, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of georganiseerd hoger onderwijs, niet geslaagd zijn, en die zich voor dat jaar inschrijven binnen 5 jaar na hun laatste mislukking;

3° studenten die, na 3 regelmatige inschrijvingen en één studiejaar of andere onderverdeling, ongeacht het studiegebied, in een binnen- of buitenlands onderwijsstelsel dat tot het hoger onderwijs behoort, niet geslaagd zijn, en die zich in het universitair onderwijs inschrijven binnen 5 jaar na hun laatste mislukking;

4° studenten die zich inschrijven voor studie leidend tot een graad van de 1e of 2e cyclus, maar reeds in de 5 voorafgaande jaren 2 academische graden bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van het universitair onderwijs en van de academische graden, behaald hebben, of 2 graden bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4, van voormeld decreet van 5 september 1994 en een graad bedoeld in artikel 15 of 18, § 2 van voormeld decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene inrichting van het hoger onderwijs in hogescholen, of een academische graad bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4, van voormeld decreet van 5 september 1994 en een graad bedoeld in artikel 15 of 18, § 2 van voormeld decreet van 5 augustus 1995.

In afwijking van voorgaand lid worden studenten die houder zijn van de graden van verloskundige en van geïnduceerd(e) verpleger(st)er geacht maar één graad bedoeld in artikel 15 van het decreet van 5 augustus 1995 behaald te hebben.

5° studenten die zich inschrijven voor studie leidend tot een graad van de 3e cyclus bedoeld in artikel 6, § 5, van voormeld decreet van 5 september 1994 en reeds in de 5 voorafgaande jaren een identieke graad behaald hebben.

6° studenten die zich in de 5 jaren na hun laatste mislukking inschrijven voor het 2e jaar voor de graad van kandidaat in de geneeskunde of tandheelkunde en reeds driemaal in aanmerking kwamen voor de financiering van de eerste 2 jaren van diezelfde studie;

7° studenten die zich in de 5 jaren na hun laatste mislukking inschrijven voor het 2e jaar voor de graad van kandidaat voor een niet in 6° bedoelde kwalificatie maar reeds driemaal in aanmerking kwamen voor de financiering van de eerste 2 jaren van diezelfde studie;

8° studenten die op de datum bepaald in artikel 30, § 1, niet konden bewijzen dat zij voldoen aan de voorwaarden voor toelating tot het universitair onderwijs, bepaald bij voormeld decreet van 5 september 1994;

9° studenten die zich inschrijven voor een studiejaar van de 2e cyclus van de studie voor de graad van doctor in de geneeskunde en niet beschikken over het attest voor de toegang tot de 3e cyclus bedoeld bij artikel 14, § 2bis, van voormeld decreet van 5 september 1994.

§ 2. Artikel 6, § 3, 1°, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1992 houdende de regels voor de bepaling van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt opgeheven.

Art. 51. Artikel 30, § 1, 1e lid van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Onder voorbehoud van de §§ 2 en 3 is de jaarlijkse werkingstoelage van elke universitaire instelling per studierichting gelijk aan de forfaitaire kostprijs per student vermenigvuldigd met het aantal studenten, voor die richting ingeschreven in de 4 vorige academiejaren, gedeeld door 4. Tot en met het dienstjaar 1997 wordt echter alleen rekening gehouden met het aantal voor het vorige academiejaar ingeschreven studenten. Voor het dienstjaar 1998 wordt rekening gehouden met het aantal studenten, ingeschreven voor de academiejaren 1995-1996 en 1996-1997, gedeeld door 2. Voor 1999 wordt rekening gehouden met het aantal studenten, ingeschreven voor de academiejaren 1995-1996, 1996-1997 en 1997-1998, gedeeld door 3. Worden geacht voor het academiejaar ingeschreven te zijn, de studenten die op 1 december van het academiejaar ingeschreven zijn. Tot het academiejaar 1996-1997 is die datum evenwel de 1e februari en, voor 1997-1998, de 1e januari."

Art. 52. Aan artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976 en bij de koninklijke besluiten nr. 81 van 31 juli 1982 en nr. 273 van 31 december 1983, wordt een § 3 toegevoegd : "§ 3. Voor het academiejaar 1997 wordt het in de §§ 1 en 2 bepaalde minimumaantal verminderd met het verschil tussen het werkelijk aantal ingeschreven studenten, bedoeld in artikel 27, § 3, 2° en het aantal overeenstemmende studenten die voor financiering in aanmerking komen overeenkomstig artikel 30, § 1, 3e lid."

Art. 53. Aan artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 januari 1976, wordt een § 3 toegevoegd : "§ 3. Voor het dienstjaar 1997 wordt het maximumaantal bepaald in de §§ 1 en 2, evenwel verminderd met het verschil tussen het werkelijk aantal studenten die voor financiering in aanmerking komen, overeenkomstig artikel 30, § 1, 3e lid."

Art. 54. Aan artikel 36 van dezelfde wet, gewijzigd bij die van 21 juni 1985, wordt een 3e lid toegevoegd : "In afwijking van het 1e lid wordt het twaalfde op 1 december toegewezen aan elke universitaire instelling, verminderd met 2,3 % van het deel van de werkingstoelage tot dekking van de uitgaven bedoeld in artikel 43, § 1, lid 1, a) en b). Het aldus verkregen bedrag wordt aan het laatste twaalfde toegevoegd."

Art. 55. Voor het begrotingsjaar 1997 is de jaarlijkse werkingstoelage voor elke universitaire instelling per studierichting gelijk aan 97,57 % van de bedragen, voortvloeiend uit de artikelen 30, 32bis en 34, 3e lid van voormelde wet van 27 juli 1971.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de audiovisuele sector

Afdeling 1. — Wijziging van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector

Art. 56. In artikel 1 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector :

1° in 2° en 3°, wordt het woord "wezenlijk" geschrapt;

2° in 5°, gewijzigd bij het decreet van 21 december 1992, worden de woorden "als deze programma's een eenheid vertonen inzake benaming en editoriale verantwoordelijkheid, en een continuïteit inzake uitzending op eenzelfde frequentie of eenzelfde zendkanaal" geschrapt.

Art. 57. In artikel 41quinquies van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991 :

1° worden de woorden "nadat de overtreder op de hoogte werd gebracht van de grieven die aan hem worden gericht en nadat hij werd gehoord" gevoegd na de woorden "de Executieve";

2° wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

"5°. Een geldboete van 100 000 frank tot 1 000 000 frank. De Regering wijst, binnen haar diensten, één of meer ambtenaren aan die belast worden met de invordering van de aldus verschuldigde boeten, bij een dwangbevel dat zij mogen opmaken. Dat dwangbevel is uitvoerbaar binnen acht dagen nadat er kennis van wordt gegeven aan de overtreder die de geldboete moet betalen. Het wordt door een gerechtsdeurwaarder uitgevoerd met inachtneming van de bij het gerechtelijk wetboek bepaalde vormen."

Art. 58. In artikel 42 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991, worden de woorden "of met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden" toegevoegd na de woorden "Met geldboete van 26 frank tot 10 000 frank".

Art. 59. In hetzelfde decreet wordt een artikel 19 *quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Onder de door haar te bepalen voorwaarden en nadere regels, kan de Regering de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) en de radio-omroepinstellingen van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen :

1° de uitzending van hun programma's te onderbreken, met het oog op het uitzenden op dezelfde frequentie en op hetzelfde kanaal, van het geheel of een deel van de televisie-programma's van elke andere radio-omroepinstelling die de vergunning heeft gekregen van de Franse Gemeenschap of van de Staat waarin zij haar maatschappelijke zetel heeft;

2° het geheel of een deel van hun televisie-programma's op te nemen of het opnemen ervan te aanvaarden in het geheel of een deel van de televisieprogramma's van elke andere radio-omroepinstelling die de vergunning heeft gekregen van de Franse Gemeenschap of van de Staat waarin zij haar maatschappelijke zetel heeft.

De betrokken radio-omroepinstellingen zullen, in onderlinge overeenstemming, de voorwaarden bepalen waar- onder het geheel of een deel van hun respectieve televisie-programma's op dezelfde frequentie of op hetzelfde kanaal kunnen worden uitgezonden, en zullen er de Regering van op de hoogte brengen.

De programma's of de gedeelten van programma's die door de RTBF of de radio-omroepinstellingen van de Franse Gemeenschap worden geleverd, staan onder de verantwoordelijkheid van die instellingen alleen."

Art. 60. In hetzelfde decreet wordt een artikel 22*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 22*bis*. De verdeler wordt ertoe gemachtigd de in artikel 19*quinquies* bedoelde programma's over te brengen."

Afdeling 2. — Bepalingen houdende invoering van een belasting op de audiovisuele reclame

Art. 61. Voor de toepassing van dit deel, wordt verstaan onder :

§ 1. "televisie-omroepen" : het uitzenden via de kabel of draadloos, via de ether of via satelliet, in al dan niet gecodeerde vorm, van voor ontvangst door het publiek bestemde televisieprogramma's, met inbegrip van de diensten die tot doel hebben tekens, signalen, klanken of boodschappen van alle aard ter beschikking te stellen, die onverschillig voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan of voor categorieën publiek bestemd zijn, voor zover de inhoud van de boodschap geen privécommunicatie is;

§ 2. "televisie-omroepinstelling" : elke natuurlijke, of rechtspersoon, elke vereniging of elke groepering, die het televisie-omroepen als hoofd- of bijkomend doel of activiteit heeft;

§ 3. "televisiereclame" : de boodschap — in welke vorm ook — tot bevordering van de levering tegen vergoeding van goederen of diensten, uitgezonden tegen betaling door een televisie-omroepinstelling;

§ 4. "teledistributienetten" : de netten bedoeld in artikel 1, 3°, van het decreet van 17 juli 1987;

§ 5. "het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer" : gemiddelde, voor het referentiejaar, van de referentcijfers die in België worden aangewend, als basis voor de vastlegging van de prijzen voor televisie-reclame, zoals vastgesteld door de Ethiekcommissie voor reclame van de Franse Gemeenschap;

Voor de berekening van het kijkcijfer bedoeld in artikel 62, § 1, a), en in artikel 66, b), worden de kijkcijfers van de televisie-omroepinstellingen die tot eenzelfde groep behoren, opgeteld.

§ 6. "groep" : tot eenzelfde groep behoren de televisie-omroepinstellingen die onder een enkele leiding worden geplaatst, op grond van de macht, in rechte of in feite, van een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, van een vereniging of een groepering, om alleen of gezamenlijk een beslissende invloed uit te oefenen over de aanwijzing van de meerderheid van de bestuurders of beheerders van die televisie-omroepinstellingen of over de oriëntatie van hun beheer, wanneer die macht onder meer voortvloeit uit een rechtstreekse of onrechtstreekse participatie, van een contract of een statutaire bepaling.

De televisie-omroepinstellingen worden bovendien, op onweerlegbare wijze, geacht onder een enkele leiding geplaatst te zijn als hun bestuursorganen voor het merendeel samengesteld zijn uit dezelfde personen.

§ 7. "Frans taalgebied" : het taalgebied bedoeld in artikel 4 van de Grondwet;

§ 8. "Ethiekcommissie voor reclame van de Franse Gemeenschap" : de commissie bedoeld in artikel 29 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector;

§ 9. "het aanslagjaar" begint op 1 januari en eindigt op 31 december;

§ 10. "het referentiejaar" is het burgerlijk jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvan het jaartal het aanslagjaar aangeeft.

Art. 62. § 1. Er wordt een belasting ingevoerd op de televisie-reclame :

a) die wordt uitgezonden door een televisie-omroepinstelling waarvan het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Frans taalgebied hoger is dan 10 pct, en

b) die door teledistributienetten of via satelliet wordt overgebracht en die in het Frans taalgebied wordt ontvangen.

§ 2. De Regering kan het in § 1, a), bedoelde cijfer aanpassen, na het advies van de Ethiekcommissie voor reclame van de Franse Gemeenschap te hebben ingewonnen.

Art. 63. De voor een aanslagjaar verschuldigde belasting wordt vastgesteld op grond van de totale zendtijd voor televisie-reclame gedurende het referentiejaar.

Art. 64. De belasting wordt vastgesteld op 1 500 frank per minuut bestemd voor de televisie-reclame bedoeld in artikel 62, § 1, die wordt uitgezonden gedurende het referentiejaar.

Art. 65. § 1. De belasting is verschuldigd door de televisie-omroepinstelling die de televisie-reclame uitzendt.

§ 2. De omroepinstellingen zijn met de andere televisie-omroepinstellingen die tot eenzelfde groep behoren, hoofdelijk verbonden tot betaling van de belasting.

Art. 66. De Ethiekcommissie voor reclame van de Franse Gemeenschap stelt, uiterlijk op 31 januari van elk jaar waarvan het jaartal het aanslagjaar aangeeft, voor elke televisie-omroepinstelling, de volgende gegevens vast :

a) de totale zendtijd voor televisie-reclame, afgerond naar de naastlagere minuut, gedurende het referentiejaar.

b) het gemiddelde jaarlijkse kijkcijfer in het Frans taalgebied, gedurende het referentiejaar.

Art. 67. De belasting wordt door de Regering definitief in het belastingkohier opgenomen op 1 maart van het jaar waarvan het jaartal het aanslagjaar aangeeft.

Art. 68. Een aanslagbiljet wordt gericht aan elke belastingplichtige instelling of, in voorkomend geval, aan haar fiscale vertegenwoordiger, met opgave van alle elementen die haar aangaan.

Art. 69. De belasting is te betalen binnen een termijn die door het aanslagbiljet wordt vastgesteld. De termijn voor de betaling is ten minste één maand; hij loopt vanaf de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Art. 70. De verschuldigde bedragen werpen nalatigheidsinteressen af tegen een voet van 1 pct per maand. Elk maandgedeelte wordt als een volledige maand beschouwd.

Art. 71. De personen die de belasting moeten betalen en die geen vast verblijf in België hebben, zijn ertoe gehouden door de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap een in België verblijvende verantwoordelijke vertegenwoordiger te doen erkennen, welke zich persoonlijk en schriftelijk jegens de Franse Gemeenschap verbindt tot de betaling van de belasting en van de nalatighedsinteressen die haar verschuldigd zouden kunnen zijn.

Art. 72. De persoon die de belasting moet betalen, kan, bij ter post aangetekend schrijven, gericht aan de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, bezwaar aantekenen tegen het bedrag van de te zijnen laste vastgestelde belasting.

De bezwaarschriften moeten, op straffe van verval, binnen dertig dagen na de datum van verzending van het aanslagbiljet worden ingediend.

De diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap beslissen binnen een maand over de gegrondheid van de betwisting.

Van de beslissing van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt aan de persoon die de belasting moet betalen kennis gegeven bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 73. Wordt de belasting niet betaald, dan is het dwangbevel de eerste vervolgingshandeling voor de invordering van de belasting en van de interesten.

Het wordt geïmprimeerd en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar belast met de invordering van de belasting.

Het wordt bij deurwaardersexploot betekend, met bevel tot betaling.

Het dwangbevel wordt ten uitvoer gelegd met inachtneming van de bepalingen van het vijfde deel, Titel III, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan alleen worden onderbroken door een met redenen omkleed verzet, gedaan door de persoon die de belasting moet betalen, met dagvaarding voor het gerecht. Dat verzet wordt gedaan bij een exploot betekend aan de Franse Gemeenschap in de persoon van de ambtenaar belast met de invordering van de belasting.

De vordering wordt gebracht voor de Rechtbank van het rechtsgebied waarbinnen zich het kantoor van de ambtenaar belast met de invordering van de belasting bevindt.

Art. 74. Wanneer een bezwaar wordt ingebracht, kan de ambtenaar belast met de invordering van de belasting deze uitstellen tot beloop van het betwiste bedrag van de belasting.

Art. 75. De eis tot terugbetaling van de belasting en van de interesten wordt ingesteld bij een exploot houdende dagvaarding voor het gerecht, betekend aan de Franse Gemeenschap in de persoon van de ambtenaar belast met de invordering van de belasting.

De vordering wordt gebracht voor de Rechtbank van het rechtsgebied waarbinnen zich het kantoor van de ambtenaar belast met de invordering van de belasting bevindt.

Art. 76. Bij terugbetaling van de belasting, worden moratoire interesten berekend tegen de wettelijke voet van de interest op het terugbetaalbare bedrag van de belasting.

Art. 77. § 1. De invordering van de belasting en van de interesten verjaart door verloop van een jaar te rekenen vanaf de dag waarop die ontstaan is.

§ 2. De eis tot terugbetaling van de belasting en van de interesten verjaart door verloop van een jaar te rekenen vanaf de dag waarop die ontstaan is.

§ 3. De verjaring, zowel voor de invordering als voor de terugbetaling van de belasting, wordt gestuit op de wijze en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval wordt een nieuwe verjaring, die op dezelfde wijze kan worden gestuit, één jaar na de laatste handeling die de vorige verjaring stuitte, verkregen, indien er geen rechtspleging aan de gang is.

Art. 78. Voor het aanslagjaar 1997, is het referentiejaar het jaar 1995 in afwijking van artikel 61, § 10.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 79. De artikelen 1, 2 en 26 van dit decreet treden in werking op 1 januari 1997.

Art. 80. Artikel 19 heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1996. Artikel 23 treedt in werking op 1 juli 1996. De artikelen 3 tot 18, 24, 28, 30, 34 en 35 treden in werking op 1 september 1996. Artikel 29 treedt in werking op 1 januari 1997. Artikel 36 treedt in werking op 15 juni 1996.

Art. 81. De artikelen 37 tot 55 van dit decreet treden in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 46, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1995, van de artikelen 52 en 53, die in werking treden op 1 januari 1997, en van artikel 50, § 2, dat op 1 januari 1998 in werking treedt.

De artikelen 20, 21 en 22, van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 september 1991.

Art. 82. De artikelen 56 tot 60 van dit decreet treden in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt; de artikelen 61 tot 78 van dit decreet treden in werking op 1 januari 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 juli 1996.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage IVter

Veranderlijke kredieten betreffende de begrotingsfondsen van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken vermeld in de uitgavenbegroting 1996, en lijst van de veranderlijke kredieten waardoor elk ervan in 1997 vervangen wordt

1996			Teksten	1997		
O.A.	V.K.	A.P.		O.A.	V.K.	A.P.
61	12.10	18	Veranderlijk krediet voor het dekken van de werkingskosten van het cultureel centrum "Marcel Hicter". (Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne — C)	61	12.10	05
61	12.52	18	Veranderlijk krediet voor het dekken van de werkingskosten van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol. (Beheerdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol — C)	61	12.52	05
61	12.53	18	Veranderlijk krediet voor het dekken van de werkingskosten van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule. (Beheerdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule — C)	61	12.53	05
61	12.32	05	Veranderlijk krediet voor de vervanging en de herstelling van het uitgeleend, beschadigd of niet teruggegeven materieel. (Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal en van de opbrengst van de betaalluitkeringen — A)	61	12.32	15
61	01.01	19	Veranderlijk krediet betreffende welbepaalde en uitzonderlijke acties en tegemoetkomingen, die op cultureel vlak worden gevoerd. (Fonds voor de culturele acties — B)	61	01.01	18
61	01.02	19	Veranderlijk krediet betreffende acties die op socio-cultureel vlak worden gevoerd. (Stichtingen, giften, legaten en prijzen — B)	61	01.02	18
63	81.02	51	Veranderlijk krediet voor de toekenning van leningen aan uitgevers. (Fonds voor het uitgeven van boeken — B)	63	81.02	24
63	81.04	51	Veranderlijk krediet voor de toekenning van leningen aan boekhandelaars. (Fonds voor steun aan de verspreiding — B)	63	81.04	24

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 96 — 2236

[C - 33079]

10. JUNI 1996 — Dekret zur ersten Anpassung des Allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1996 (1)

Artikel 1 - In Artikel 1 des Dekretes vom 21. Dezember 1995 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1996 werden die Zahlen „3607,09“ und „261,80“ ersetzt durch die Zahlen „3609,87“ und „259,02“.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Dekretes wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Artikel 2 - Für die Haushaltsfonds, die in der Rubrik "Variable Kredite" in Kapitel I aufgenommen sind, werden Einnahmen in Höhe von 202,49 Millionen Franken und Ausgaben in Höhe von 189,48 Millionen Franken geschätzt. Die Saldi dieser Haushaltsfonds werden am 01.01.1996 auf 93,94 Millionen Franken und am 31.12.1996 auf 106,95 Millionen Franken geschätzt.“

(1) Sitzungsperiode 1995-1996.

Dokumente des Rates. — 5-161 (1995-1996) Nr. 1 Dekretentwurf — 5-161 (1995-1996) Nr. 2 Abänderungsvorschlag. — 5-161 (1995-1996) Nr. 3 Bericht.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 10. Juni 1996.